



Le Consul honoraire du Burkina au Liban chez le Président du Faso

Le Quotidien Numérique

du samedi 10 juin 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°416

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appelez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

Autorisation officielle n° 1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Conférence de presse sur
le projet de Code électoral:
Déclaration liminaire du Chef de
file de l'Opposition**

Page 8



**La douane veut mieux gérer ses
Ressources Humaines**

Page 4



**Coalition Bori Bana : « Le
pouvoir en place n'arrivera
pas à nous arrêter, ça au
mois c'est clair »**

Page 2



**Point de presse du gouvernement : « Le
gouvernement n'a, à aucun moment, annoncé
l'achat de 1700 véhicules », a précisé le ministre,
Remis Fulgance Dandjinou, porte-parole du
gouvernement**

Page 13



Coalition Bori Bana : « Le pouvoir en place n'arrivera pas à nous arrêter, ça au moins c'est clair »

Région du Centre



La situation nationale va de mal en pis » c'est fort de ce constat que la coalition Bori Bana a animé un point de presse ce jeudi 08 juin 2017 à Ouagadougou.

« La situation nationale va de mal en pis » c'est fort de ce constat que la coalition Bori Bana a animé un point de presse ce jeudi 08 juin 2017 à Ouagadougou. L'objet de cette rencontre avec les journalistes est de dénoncer la gouvernance actuelle du parti au pouvoir mais aussi dénoncer les « allégations mensongères » que subit la coalition depuis sa création.

Lancée officiellement le 28 mai 2017, la Coalition Bori-Bana n'entend céder ni aux manipulations ni aux pressions

de toutes natures dont elle fait l'objet. Elle l'a annoncé ce jeudi 08 juin 2017 à Ouagadougou au cours d'un point de presse. Cette rencontre avec les journalistes vise à dénoncer ces allégations mensongères orchestrées par le parti au pouvoir et ses OSC satellites.

En dehors des accusations non fondées comme quoi la coalition Bori Bana aurait reçu de l'argent de l'étranger pour déstabiliser le Burkina Faso, ce pouvoir n'a rien à proposer comme projet de développement au peuple burkinabè, l'a signifié Safiatou Lopez, Porte-parole de la coalition.

Corruption, impunité, insécurité, bref pour la coalition Bori Bana, le gouvernement actuel manque de solutions aux problèmes du pays. C'est pourquoi Safiatou Lopez, estime que « L'énergie avec laquelle ils sont en train de se débattre pour nous créer des problèmes, je pense que cela peut leur servir à travailler dans le sens des aspirations des peuples burkinabè parce qu'ils n'arriveront pas à nous arrêter, ça au moins c'est clair ».

Les membres de la coalition ont tenu aussi à témoigner leur soutien à l'opposition politique burkinabè sur la question du nouveau code

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

électoral. Ils disent s'inscrire dans le sens du retrait pur et simple du projet de loi portant révision du code électoral. Pour la coalition Bori Bana, c'est une loi liberticide qu'elle entend combattre. Hervé Ouattara, membre de la coalition a tenu à mettre le gouvernement en garde « Pour le code électoral, il faut faire très attention parce que c'est notre article 37 et cela est encore plus grave ».

En guise de proposition à la lutte contre la corruption, la coalition Bori Bana exige un audit de la SONABEL et la publication de la liste de ses débiteurs, car elle estime qu'il faut une meilleure gestion de cette société qui est restée longtemps la vache laitière des gouvernants.

Bori Bana n'est ni un parti politique ni un régime de déstabilisation du pouvoir, ont précisé les membres de la coalition. Pour eux, on ne peut pas vouloir un changement et son contraire et Marcel Tankoano conclut en ses termes « véritablement le pays est bloqué ».

« Vous nous avez promis le changement en 100 jours », c'est pourquoi la coalition demande au gouvernement de respecter les engagements pris devant le peuple burkinabè.

La coalition Bori Bana qui en « jula » signifie la course est fini, entend poursuivre la lutte pour un changement réel au profit du peuple burkinabè.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



Cette rencontre avec les journalistes vise à dénoncer ces allégations mensongères orchestrées par le parti au pouvoir et ses OSC satellites.



Safiadou Lopez, estime que « L'énergie avec laquelle ils sont en train de se débattre pour nous créer des problèmes, je pense que cela peut leur servir à travailler dans le sens des aspirations des peuples burkinabè parce qu'ils n'arriveront pas à nous arrêter, ça au moins c'est clair ».

La douane veut mieux gérer ses Ressources Humaines

Région du Centre



Rencontre d'échange des agents des douanes.

La Direction générale de la Douane entend renforcer la capacité de ses Ressources humaines. Elle a organisé une rencontre d'échange de ses agents ce jeudi 08 juin 2017 à Ouagadougou. Placée sous le thème « la gestion des ressources humaines », cette rencontre vise à changer de cap dans le système de management de la douane.

La douane a décidé de changer de cap dans son système de management à travers la planification stratégique. C'est pourquoi elle a initié une rencontre d'échange des agents des douanes en abrégée READ. Le lancement des travaux a eu lieu dans la

matinée de ce jeudi 08 juin 2017 en présence du Directeur général des Douanes. Durant 48h, les directeurs centraux et régionaux, les inspecteurs des douanes et autres agents venus des 7 régions douanières du Burkina seront formés sur les notions de ressources humaines. C'est aussi une occasion de parler de l'ensemble des problèmes pendant l'administration douanière.

Le choix de cette rencontre s'explique par le fait que la Direction générale de la Douane est soucieuse d'atteindre les objectifs qui lui sont confiés. Ces objectifs ne peuvent être atteints sans une politique de Gestion de ressources humaines d'où

le thème de cette rencontre. Pour le DG de la Douane, Adama SAWADOGO, différentes technologies sont utilisées par la Douane dans ses tâches quotidiennes. Cependant la Gestion des Ressources Humaines est restée en marge. Il en veut pour preuve les limites que présente le système vertigineux de la douane et le déséquilibre dans les services. « Les enjeux liés à la GRH en douane est plus crucial que les autres aspects de la réforme douanière », a-t-il ajouté.

En 2012, la douane a reçu un appui de l'OMD dans le cadre de la modernisation des administrations douanières

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Les directeurs centraux et régionaux, les inspecteurs des douanes et autres agents venus des 7 régions douanières participent à cette rencontre.

de l'Afrique de l'Ouest dans la gestion des ressources humaines. Aujourd'hui elle entend donner suite à ce projet d'où l'importance de la tenue d'une telle rencontre.

Le plan stratégique 2017-2021 est une opportunité pour tourner la page à une gestion peu glorieuse des Ressources humaines.

Ces 2 jours d'échange permettront à la Direction générale de la douane non seulement de mettre en avant une bonne gestion des carrières mais aussi de renforcer l'efficacité de ses agents ou qu'ils se trouvent.

Il est attendu des propositions concrètes à la fin des travaux, lesquelles propositions vont contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources humaines de la direction générale des douanes.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC
Info**

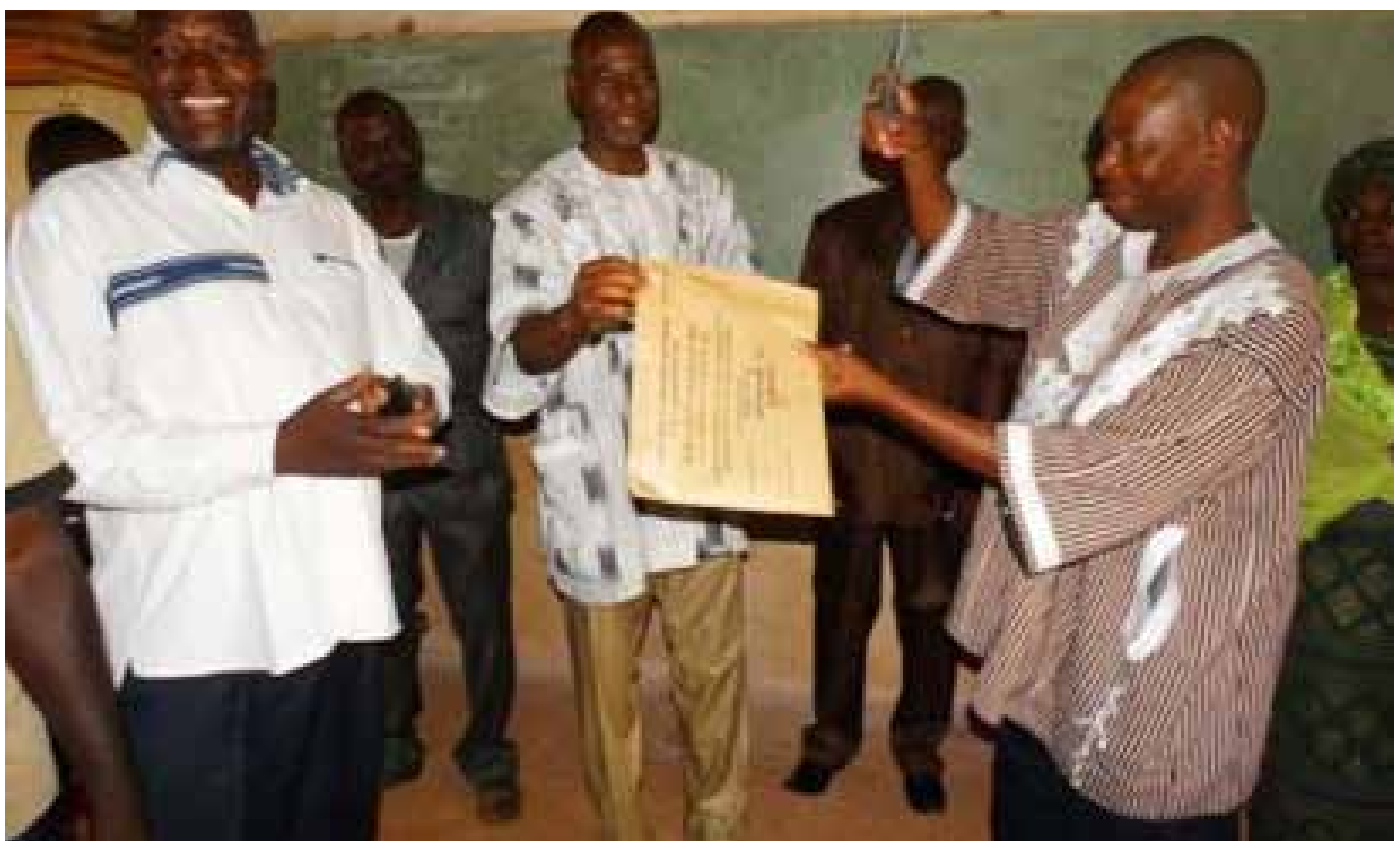


Les enjeux liés à la GRH en douane est plus crucial que les autres aspects de la réforme douanière, Adama Sawadogo, DG de la Douane.

ÉDUCATION

Certificat d'Etudes Primaire session de 2017 26 064 candidats attendus dans le Centre-Nord

Région du Centre-Nord



Abdoulaye Zéba, Secrétaire Général de la région du Centre-Nord (ciseaux en main), a donné le top de départ ouvrant le premier pli contenant la première épreuve.

A l'instar d'autres localités du Burkina Faso, aux examens du Certificat d'Etudes Primaire (CEP) et du concours d'entrée en classe de sixième a démarré ce mardi 06 juin 2017 sur toute l'étendue de la région du Centre-Nord. Une délégation des autorités locales conduite par Abdoulaye Zéba, Secrétaire Général de la Région a apporté son soutien aux candidats pour de meilleurs résultats. Sérénité, calme, confiance en

soi et succès éclatant, ce sont les maîtres mots du message d'encouragement que le secrétaire général de la région du Centre-Nord a adressé aux candidats aux examens du Certificat d'Etudes Primaire (CEP) et du concours d'entrée en classe de sixième, ce jour 06 juin 2017. C'était au Centre de Communale A dans la circonscription d'Education de Base de Kaya 3 où l'autorité régionale a procédé à l'ouverture du pli de la première épreuve de ces examens de fin de cycle.

Le centre de Communale A de Kaya compte 320 candidats. 05 candidats dont 04 candidats lires ont manqué à l'appel, selon Richard Ilboudo, Instituteur Principal et président dudit centre.

L'organisation de cette session d'examen se déroule normalement selon Managabamba Marius Zoungrana, directeur régional de l'Education Préscolaire, Primaire et Non-Formelle. « Il n'y a pas de problème majeur à signaler. » s'est-t-il réjoui. L'innovation

La suite à la page 7

ÉDUCATION

La suite de la page 6



L'épreuve de rédaction a été amorcée avec sérénité par les candidats

majeure, selon lui, est l'intégration du CEP arabe au profit des candidats des écoles franco arabe.

Ce sont au total 26 064 candidats dont 14 089 filles qui sont attendus à l'appel de ce premier jour d'examen. Ce nombre est en hausse de 10,73% par

rapport à la session de 2016. 786 candidatures libres dont 443 filles ont été enregistrées en tout. 3731 agents ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement des examens dans les 131 centres d'examens ouverts à cet effet.

Managabamba Marius Zoungrana

souhaite le maximum de réussite à l'issue de ces examens. Le taux de succès au CEP de la région du Centre-Nord était de 59,73% à la session de 2016.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI

Situation des candidats inscrits

de la région du Centre-Nord

	CEP et CEP/EG			EG seul			Total général		
	F	G	T	F	G	T	F	G	T
Bam	348	196	544	3629	2907	6536	3977	3103	7080
Namentenga	181	165	346	2421	2407	4828	2602	2572	5174
Sanmatenga	828	652	1480	6682	5648	12330	7510	6300	13810
Centre-Nord	1357	1013	2370	12732	10962	23694	14089	11975	26064

Appelrez le + 226 76 69 97 21 / 72 08 05 05
 Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
 Espace spécialement réservé pour vous.

POLITIQUE

Conférence de presse sur le projet de Code électoral: Déclaration liminaire du Chef de file de l'Opposition

Région du Centre



L'Opposition politique trouve cette démarche très inappropriée, au regard du début de dialogue qui s'était instauré avec le gouvernement sur cette question importante du Code électoral.

Conférence de presse sur le projet de Code électoral:

Déclaration liminaire du Chef de file de l'Opposition

Ouagadougou, CFOP, le 08 juin 2017

Mesdames et Messieurs les Représentants des organes de presse, Mesdames et Messieurs les responsables des partis politiques, Mesdames et Messieurs

les Présidents des groupes parlementaires, Honorables députés à l'Assemblée nationale, Mesdames et Messieurs, Chers invités,

Bienvenue à vous dans la maison commune de l'Opposition, à l'occasion de cette conférence de presse consacrée au projet de loi relatif au Code électoral. Avant de rentrer dans le vif du sujet, l'Opposition souhaite que nous ayons une pensée pieuse

pour un de ses membres brutalement arraché à l'affection des Burkinabè le 30 mai dernier. Il s'agit du Dr Valère Dieudonné Somé, Président de la Convergence Démocratique et Sociale (CDS). Je vous prie de bien vouloir vous lever pour observer une minute de silence en sa mémoire. Je vous remercie. Chers amis de la presse, Votre présence ici ce matin témoigne encore de l'excellence de la coopération entre l'opposition politique et la presse

La suite à la page 9

POLITIQUE

La suite de la page 8

nationale qui, en toute objectivité et impartialité, se fait toujours le relais des préoccupations du peuple burkinabè, dans le cadre plus vaste de sa mission d'éducation et de sensibilisation de nos concitoyens. Mesdames et Messieurs, L'opposition politique a décidé d'organiser cette conférence de presse, afin de donner son appréciation collective sur le projet de loi relatif au Code électoral, porté à la connaissance des partis politiques par le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, lors d'une rencontre organisée par lui le 30 Mai dernier. Les partis politiques étaient invités à faire les observations dans un délai d'une semaine. L'Opposition politique trouve cette démarche très inappropriée, au regard du début de dialogue qui s'était instauré avec le gouvernement sur cette question importante du Code électoral. En effet, par lettre en date du 7 Décembre 2016, le ministre d'Etat, Simon Compaoré, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure de l'époque, soumettait à l'Opposition un questionnaire portant sur des aspects très précis du code électoral, dans le cadre d'une démarche de relecture dudit code et ce, en prélude à une rencontre inclusive de discussion. (Lecture de la lettre du 7 Décembre 2016).

Alors que nous nous attendions à la convocation de cette rencontre annoncée, où des discussions auraient lieu avec toutes les composantes sur les divers points qui posent problème, c'est avec une grande surprise que nous

avons reçu un projet de loi concocté par le gouvernement tout seul, dans le secret de ses laboratoires, sans n'y associer personne, contrairement à ce qu'il avait promis. Cette manière de faire dénote d'un certain mépris que nous ne pouvons nullement accepter. Elle masque aussi une intention malveillante. Ensuite, l'Opposition s'interroge sur l'opportunité de trancher cette question du code électoral, au moment même où le pays s'achemine vers l'adoption d'une nouvelle constitution qui, justement, balise certains aspects importants du code électoral. Le choix de procéder à une révision en profondeur du code électoral et le fait d'anticiper aussi l'adoption de l'avant-projet de Constitution en utilisant certaines notions ou appellations entraînent d'ailleurs des incohérences. Par exemple, le projet de code électoral parle de "Cour constitutionnelle" prévue par le projet de Constitution non encore adopté alors qu'une telle Cour n'existe pas encore dans la Constitution en vigueur (qui doit être respectée en attendant), qui parle plutôt de Conseil constitutionnel. Mais le plus gros problème que pose ce projet de loi, c'est la remise en cause de certains acquis démocratiques, chèrement arrachés par notre peuple. Les sujets sont nombreux, mais nous n'en citerons que 3 à ce stade : Le premier de ces acquis, c'est la CENI. Dans le projet tel que présenté, on sent très nettement une volonté de supprimer la CENI dans son format actuel et de transférer ses prérogatives à l'administration.

Déjà dans la commission constitutionnelle, lors des débats, les représentants de la majorité avaient exprimé leur volonté de voir supprimer la CENI pour confier l'organisation des élections à l'administration à travers le ministère de l'administration territoriale; il en était de même pour l'ASCE-LC et le CSC. L'opposition s'y est farouchement opposée car la CENI dans sa formule actuelle est un acquis de haute lutte, un consolidant démocratique qui ne peut être brisé à la guise du pouvoir. La nouvelle Constitution elle-même prévoit l'adoption d'une loi organique pour définir la dénomination, la composition, les attributions, l'organisation, le fonctionnement, de "l'autorité administrative indépendante" chargée de l'organisation des élections, les obligations et incompatibilités de ses membres. Or, si l'avant-projet de loi parle bien « d'autorité administrative indépendante chargée de l'organisation et de la supervision des opérations électorales et référendaires », le problème c'est qu'on ne précise ni sa composition, ni sa forme légale (mode d'adoption par loi ou règlement). Pire, dans les dispositions transitoires, il est dit que les textes d'application du présent code seront pris par voie réglementaire. Ce qui pourrait laisser entendre que l'autorité administrative indépendante pourra être créée par règlement alors que c'est une institution constitutionnelle qui ne peut être créée que par une loi organique. Le deuxième acquis que remet en cause de fait le projet de loi, c'est le vote des Burkinabè de l'étranger.

La suite à la page 10

POLITIQUE

La suite de la page 9

Sur cette question, le gouvernement du MPP s'est engagé publiquement à rendre ce vote effectif en 2020. Il a 5 ans pour le faire, ce qui est amplement suffisant. Or, dans le projet de loi, on parle maintenant de le rendre effectif non pas en 2020, mais à partir de 2020. C'est inacceptable. L'opposition voit la manœuvre. En fait, sous le prétexte d'aller graduellement, le MPP veut rendre le vote des Burkinabè de l'étranger effectif uniquement là où ça l'arrange. Et Il va nous expliquer que pour certains pays, le gouvernement n'est pas prêt. La ficelle est trop grosse ! Enfin, un troisième élément qui appelle la suspicion, pour l'établissement et la révision des listes électorales, on a supprimé la carte consulaire pour autoriser l'acte de naissance et les jugements supplétifs. Or tout le monde sait qu'il s'agit là de documents éminemment reproductibles à grande échelle par les maires MPP, donc source potentielle de fraude. A ces éléments s'ajoutent des bizarreries, qui rendent le document inacceptable, et sur lesquelles l'opposition reviendra en temps opportun. Les prochaines élections ont lieu en 2020. La nouvelle constitution va baliser le chemin devant nous y conduire. Quelle urgence y a-t-il donc à sauter pieds joints dans l'adoption d'un nouveau code électoral ? Pour l'opposition, il faut attendre l'adoption de la nouvelle constitution pour ouvrir le débat

sur un nouveau code électoral, en s'appuyant justement sur les dispositions de cette nouvelle constitution. S'il le faut, les imperfections que comporte le code électoral actuel peuvent être toilettées par une simple révision en attendant l'adoption de cette nouvelle constitution. C'est du reste l'exercice que le gouvernement avait annoncé dans sa lettre du 7 Décembre 2016. Pour toutes ces raisons, l'Opposition exige du gouvernement qu'il retire purement et simplement son projet de loi et revienne à l'esprit de sa lettre du 7 Décembre 2016. L'Opposition en appelle à tous les démocrates, aux organisations de la société civile, aux organisations syndicales, pour qu'ils se mobilisent contre la forfaiture qui se prépare. Mesdames et messieurs, Bien que ce ne soit pas le sujet principal de cette conférence de presse, l'Opposition souhaite revenir sur les menaces qui pèsent sur la sécurité des opposants. Des incidents troubles ont lieu ces jours-ci qui motivent nos inquiétudes, parce qu'ils rappellent des méthodes que nous connaissons. Les filatures des opposants se multiplient, et s'ajoutent aux écoutes illégales de nos communications, chose avec laquelle nous avons déjà appris à vivre depuis longtemps. Mais le summum est atteint avec les attaques à main armées contre les domiciles des opposants, comme ce fut dernièrement le cas

au domicile familial du Président du CDP, Eddie Komboigo. Le Burkina est un pays de savane où on sait qui est qui et qui fait quoi ! L'opposition politique exige toute la lumière sur ces agissements et tiendra le gouvernement responsable de toute atteinte à l'intégrité physique d'un opposant. Mesdames et messieurs, L'affaire du code électoral est un nième épisode qui continue de montrer que le pouvoir du MPP ne veut pas gérer le Burkina selon les acquis de l'insurrection. Hier en écoutant le compte-rendu du conseil de ministres, on se demande si ce gouvernement est conscient de la situation du pays. Avec tous les problèmes que vit le Burkina en ce moment, voilà tout un gouvernement qui se réunit pour ne parler que de l'achat de véhicules neufs au profit des ministres. A tous les burkinabè, l'Opposition demande d'être prêts pour répondre aux mots d'ordre qu'elle pourrait être amenée à lancer, non seulement pour la question du code, mais pour tous les manquements très graves aux principes de bonne gouvernance dont le pouvoir du MPP se rend coupable chaque jour qui passe. Je vous remercie !

Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...

Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain

ANNONCE



DOCTORAT

Centre d'Examen Européen

Doctorate Of Business Administration



Un diplôme de haut niveau qui permet aux professionnels

- ✓ D'évoluer dans un cadre d'excellence
 - ✓ De côtoyer les références académiques et professionnelles internationales
 - ✓ De s'ouvrir à la diversité de pensées et de cultures
 - ✓ Et enfin d'être reconnu comme expert dans un secteur

Un programme Doctoral en trois ans (en moyenne) avec deux à trois séminaires par an

Dates de rentrées :

Le 15 Juin 2017 et Le 15 Décembre 2017

NB : les dossiers sont recevables un mois avant chaque date de rentrée

Un programme assuré par la Fondation Sciences-Campus, l'Ecole Doctorale de la FEDE, l'Institut de Recherche de la FEDE et OTC Burkina

Avenue Sembene Ousmane, Ouaga 2000, 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Burkina Faso
en face de la station TOTAL Ambassade.

Tél : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26 / +226 77 20 00 26

Email : contact@ebs-edu.fr Site web : www.sciences-campus.org

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Consul honoraire du Burkina au Liban chez le Président du Faso

Egypte



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé une audience au Consul honoraire du Burkina Faso au Liban en début de soirée du jeudi 8 juin 2017.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé une audience au Consul honoraire du Burkina Faso au Liban en début de soirée du jeudi 8 juin 2017. Monsieur Kamal SIOUFI est venu échanger avec le chef de l'Etat, de la situation des Burkinabè vivant sur sa juridiction. cesse de croître. Ils sont aujourd'hui autour de 2000 personnes qui arrivent de manière non régulière et qui rencontrent pas mal de problèmes. J'ai partagé ces préoccupations avec Son Excellence qui a été très réceptif. Nous sommes en train d'élaborer une stratégie pour trouver des

solutions à ces difficiles », a dit Monsieur Kamal SIOUFI. Le Consul honoraire du Burkina Faso au Liban interpelle ceux qui désirent aller dans ce pays, « de passer par des bureaux de placements plus honnêtes pour qu'il y ait une traçabilité afin de minimiser les problèmes ». Hormis ces difficultés, a indiqué Monsieur Kamal SIOUFI, « les Burkinabè travaillent bien et sont très solidaires les uns envers les autres ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Ce don d'un coût total estimé à huit (08) millions de dollars

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Point de presse du gouvernement : « Le gouvernement n'a, à aucun moment, annoncé l'achat de 1700 véhicules », a précisé le ministre, Remis Fulgance Dandjinou, porte-parole du gouvernement

Région du Centre



Le 4^e point de presse du gouvernement s'est tenu ce jeudi 8 juin 2017 à Ouagadougou.

Le 4^e point de presse du gouvernement s'est tenu ce jeudi 8 juin 2017 à Ouagadougou. Au menu des échanges, le projet de nouveau code électoral, l'apurement du passif du foncier, la campagne des 40 000 logements, l'organisation de la 20^e édition des Galian et le pèlerinage du Hadj 2017.

S'exprimant sur l'actualité, le porte-parole du gouvernement est revenu sur la visite du premier ministre, Paul Kaba Thiéba, à

l'hôpital Yalgado Ouédraogo. Selon lui, le gouvernement entend trouver des solutions durables et définitives aux problèmes de l'hôpital Yalgado Ouédraogo, notamment l'amélioration des conditions de travail des agents, la sécurité des travailleurs ainsi que la question des infrastructures afin de satisfaire les usagers.

Sur la question du renouvellement du parc automobile, le ministre Dandjinou s'est dit choqué de la polémique que cela a suscitée, notamment sur les réseaux

sociaux. « Le gouvernement n'a, à aucun moment, annoncé l'achat de 1700 véhicules », a précisé le ministre de la communication. Le renouvellement se fera selon le besoin au cas par cas sur deux ans. Il s'agira de voir si renouveler un véhicule est plus rentable que de le réparer. Il a ajouté qu'en 2016, une partie du parc automobile a été reformé et 1500 véhicules ont été vendus.

Sur la nuit des Galian qui a lieu ce vendredi 9 juin 2017 à la salle des Banquets à partir de 21 heures, le

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Sur le programme des 40 000 logements qui est un volet important du programme présidentiel, le ministre Bonanet a fait savoir que ce sont 240 mille personnes qui se sont inscrit au programme.

porte-parole du gouvernement a indiqué que le président du Faso qui est le patron de la cérémonie (mais qui n'y prendra pas part pour cause de déplacement en Egypte), a octroyé 2 millions FCFA au Super Galian, faisant passer son gain à 5000 000 de FCFA.

La CENI ne sera pas supprimée

Prenant la parole, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, Siméon Sawadogo a annoncé la mise œuvre effective de la fonction publique territoriale à travers l'adoption de 19 décrets qui permettront de reclasser l'ensemble de ce personnel.

Sur le Hadj 2017, le ministre Siméon Sawadogo a indiqué qu'il y a 8143 place pour les pèlerins cette année grâce au ministère saoudien du Hadj. D'ores et déjà, 7490 pèlerins se sont inscrits sur la plateforme d'inscription. Le coût du Hadj est

évalué à 2 191 720 FCFA avec pour avionneur principal, la compagnie Nash air. Le premier vol devrait intervenir le 17 août 2017.

Concernant le code électoral, le ministre Siméon Sawadogo a souligné que le document actuel n'est autre qu'un document de travail et non pas un projet de loi comme cela s'entend depuis quelques jours. Et d'ajouter par ailleurs que : « le gouvernement n'a aucunement l'intention de supprimer la CENI parce que les dispositions relatives à cet organe sont restées intactes dans l'actuel document de travail ». Il a également fait savoir que le vote des burkinabè de l'étranger aura bel et bien lieu en 2020 et la carte d'électeur sera le seul document que le votant doit utiliser pour voter. L'acte de naissance ne vise qu'à l'enrôlement de l'électeur. Le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation, Siméon Sawadogo a affirmé que

les partis politiques ont été même sollicités pour enrichir davantage le document afin de le rendre acceptable par tous.

Une commission interministérielle pour l'apurement du passif sur le foncier

Le dernier intervenant, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Maurice Dieudonné Bonanet a indiqué qu'une commission interministérielle pour l'apurement du passif sur le foncier urbain dans les communes a été installée depuis le 10 mars 2017 et elle aura six mois pour déposer ses conclusions. Il s'agira, dans un premier temps, des communes épinglées par le rapport d'enquête parlementaire et ensuite des autres communes du Burkina. La commission interministérielle a, entre autres, pour missions de revoir l'encadrement juridique de la gestion du foncier au Burkina.

Sur le programme des 40 000 logements qui est un volet important du programme présidentiel, le ministre Bonanet a fait savoir que ce sont 240 mille personnes qui se sont inscrit au programme. Bientôt, les personnes qui se sont inscrites vont être contactés pour la suite de l'opération, notamment avec les banques.

Le ministre Bonanet a affirmé que le gouvernement entend promouvoir l'auto-construction à travers la campagne de souscriptions des cités relais de Dapelgo qui viennent d'être lancée. Le gouvernement va viabiliser les parcelles et les vendre aux burkinabè qui en veulent.

DCPM/MCRP

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Premier ministre égyptien chez le Président du Faso

Egypte



Au menu des échanges entre les deux personnalités, le renforcement de la coopération entre le Burkina Faso et l’Egypte dans le domaine de la santé.

Au deuxième jour de sa visite au Caire en République Arabe d’Egypte, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience le Premier ministre égyptien, Monsieur Cherif ISMAIL en début de matinée du jeudi 08 juin 2017. Au menu des échanges entre les deux personnalités, le renforcement de la coopération entre le Burkina Faso et l’Egypte dans le domaine de la santé.

A cet entretien avec le chef de l’Etat, était présent le Ministre de la Santé, Monsieur Nicolas MEDAH. «Cet entretien a porté sur des questions relatives à la coopération bilatérale dans les domaines de l’industrie, du commerce et de la santé », a dit Monsieur Ahmed EMAD, Ministre de la Santé de l’Egypte. « Sur ce dernier point, a précisé Monsieur EMAD, ils ont évoqué la possibilité de construction d’une usine de produits pharmaceutiques au Burkina Faso par l’Egypte qui

a une grande expérience en la matière car ayant déjà exécuté ce genre de projets dans de nombreux pays africains ». Selon Monsieur Ahmed EMAD, l’Egypte envisage également l’échange de chirurgiens et de professeurs dans les facultés de médecine avec le Burkina Faso et prévoit aussi de partager son expérience dans la lutte contre les maladies hépatiques.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l’actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,
DES DROITS HUMAINS ET
DE LA PROMOTION CIVIQUE



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

SECRETARIAT GENERAL

Ouagadougou, le 08 JUN 2017

COMMUNIQUE

Le 31 mai 2017, le Procureur du Faso près du Tribunal de grande instance de Manga recevait la plainte de monsieur ZANGO Paténéma contre un certain Ousséni sans autre précision pour une altercation survenue entre eux le même jour. Par soit-transmis n° 2017-190/PF, le Procureur instruisait la police de Manga de mener une enquête sur cette affaire. A l'issue de ladite enquête, le sieur Ousséni a été identifié comme étant monsieur ZOUNGRANA Séni. Il a été interpellé et déféré devant le Procureur du Faso le 7 juin 2017. Dans la soirée du même jour il a été interrogé et placé sous mandat de dépôt à la Maison d'arrêt et de correction de Manga et son jugement était programmé pour se tenir le 14 juin 2017. Ce jour 8 juin 2017, un groupe de personnes a manifesté violemment devant le Tribunal de grande instance de Manga pour exiger la libération de monsieur ZOUNGRANA Séni. Cette manifestation qui a consisté à encercler le Palais de Justice et le personnel qui y était confiné, a entraîné des dégâts sur l'infrastructure judiciaire et certains de ses équipements.

Le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civile déplore profondément cette situation, appelle la population de Manga au calme et à la retenue, au respect de l'institution judiciaire et de ses décisions contre lesquelles il existe toujours des voies de recours. Le ministère encourage le personnel judiciaire de cette juridiction en ces moments difficiles et l'invite à poursuivre ses missions de service public avec abnégation au profit des justiciables des deux provinces de son ressort territorial. Des mesures idoines sont prises pour renforcer la sécurité du personnel et des infrastructures du Palais de Justice de Manga.

Le Secrétaire Général
Paulin BAMBARA

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso réaffirme son soutien au nouveau président élu de la CAF

Egypte



Le Président du Faso a reçu en audience au Caire en fin de soirée du jeudi 08 juin 2017, le président de la Confédération africaine de Football (CAF), le Malgache Ahmad AHMAD.

Le Président du Faso a reçu en audience au Caire en fin de soirée du jeudi 08 juin 2017, le président de la Confédération africaine de Football (CAF), le Malgache Ahmad AHMAD. A l'issue de l'entretien, le président de la CAF a remercié le chef de l'Etat de lui avoir accordé cette audience car, a-t-il déclaré, « au-delà de ma personne, c'est un honneur pour la Confédération africaine de Football (CAF) d'être associée à son agenda lors sa visite au Caire. Cela témoigne de son engagement et son intérêt pour le football de son pays en particulier et de l'Afrique de manière générale ». Selon le nouveau patron du football africain, les échanges ont

porté sur la collaboration qui doit exister entre la Confédération africaine de Football et les autorités politiques en Afrique. « Ailleurs, a-t-il déclaré, le football peut être géré par le privé, mais en Afrique, nous avons besoin de l'implication des autorités politiques pour pouvoir mener à bien la mission qui nous est assignée pour le développement de notre football ». Nous sommes en train d'organiser le grand symposium de Rabat pour pouvoir établir « les différentes pistes pour le développement du football », a-t-il ajouté. S'agissant de l'appui que la CAF peut apporter au football burkinabè, Ahmad AHMAD a expliqué que « ce sont les pays qui au regard des situations, que ce soit au niveau de la CAF ou de la FIFA,

tracent les axes de développement qu'ils veulent renforcer et c'est à ce moment que la CAF ou la FIFA intervient pour accompagner l'exécution du projet ». Le président de la Fédération burkinabè de Football, le Colonel Sita SANGARE qui a assisté à l'entretien a confié qu'il y a de « nombreux chantiers sur lesquels la CAF entend travailler et notre pays apportera sa contribution à cette œuvre de construction du football africain ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: UN ADJOINT DIRECTEUR PAYS – PROGRAMMES (H/F) – RCA

Description

Pays / base : RCA – Bangui

Contexte de la mission RCA : Action contre la Faim (ACF) intervient en République Centrafricaine (RCA) depuis 2006. Forte de son expérience dans le pays, les actions menées ont répondu au contexte changeant du pays en appliquant à la fois des approches d'urgence (avec notamment le mécanisme de réponse rapide aux mouvements de population), de relèvement précoce et de développement en fonction des zones et des besoins. Les projets, pour la plupart multisectoriels, sont aussi bien développés pour les populations urbaines, rurales que pour les déplacés dans les domaines de la Nutrition-Santé ; Santé Mentale et Pratique de soins ; Eau, Assainissement et Hygiène ainsi que la Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence. Réputée pour son expertise technique, sa capacité de réponse d'urgence et sa connaissance du terrain, ACF jouit également d'un bon niveau d'acceptance auprès des bénéficiaires favorisant la sécurité des équipes qu'elle déploie sur le terrain.

La mission RCA est aujourd'hui composée de 4 bases opérationnelles (Bangui, Bouar, Bossangoa et Sibut), et d'une équipe de 260 staffs nationaux et 40 expatriés.

Travailler en RCA avec ACF, c'est l'assurance d'intégrer

une équipe dynamique et motivée intervenant dans tous les secteurs d'activités de l'association, au cœur des besoins humanitaire du pays.

Statut : CDD 12 mois

Prise de poste : dès que possible

Mission :

Vous assurerez l'ensemble du management des Responsables de Départements techniques et superviserez la définition, le développement et la mise en œuvre de la stratégie d'ACF en RCA.

Plus précisément, il s'agit de :

Coordonner la définition, le développement et la mise en œuvre de la stratégie :

Superviser toute l'organisation, le suivi du reporting des départements techniques et piloter le contrôle qualité interne et la capitalisation des programmes

Animer des ateliers avec vos équipes pour préciser les projets à venir dans les prochaines années suite à la mise à jour de la stratégie ACF

Assurer le management opérationnel des départements techniques et des actions de plaidoyer :

Superviser, former, accompagner, évaluer et recruter ses collaborateurs directs. Vous serez le manager des Responsables de Département Nutrition-Santé, EAH, SAME, SMPS, de la Chargée de Plaidoyer et de la Chargée de Contrats Bailleurs et Reporting.

Promouvoir le respect la charte d'ACF et prévenir toute forme de fraude et d'abus de pouvoir

Assurer les relations avec les bailleurs de fonds, les autorités, les agences des Nations Unies et les autres ONGs, sur la stratégie opérationnelle technique, les programmes et le plaidoyer :

Présenter la stratégie ACF aux bailleurs de fonds et discuter des partenariats possibles. Tout en maintenant les projets d'urgence, votre objectif sera d'identifier des bailleurs de développement afin de mettre en œuvre des projets de plus long terme.

Participer aux principaux ateliers stratégiques de la communauté internationale (RDD ou vous en fonction des secteurs couverts).

Analyser les besoins humanitaires en RCA :

Collecter, rassembler et analyser l'information provenant de sources extérieures et des référents techniques du siège afin d'identifier de futures opportunités de programme

Anticiper les besoins à travers des évaluations multisectorielles. En cas de poche de vulnérabilité, coordonner le développement des projets à soumettre.

Quelques projets phares en RCA :

Programme de réponse rapide aux mouvements de population (RRM) : mécanisme d'intervention en EAH et SAME permettant une présence dans les 48h dans les régions les plus durement touchées.

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Projet Forages Mobiles : pour répondre aux besoins d'accès à l'eau, ACF, disposant de deux foreuses, a mis en place une équipe mobile de forage.

Projet Urgence Nutrition : évaluation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans puis mise en place de cliniques mobiles si les besoins sont confirmés par les enquêtes nutritionnelles rapides.

Programmes santé mentale et pratique de soins : soutien psychologique pour les adultes et enfants en détresse – Bangui et Sibut. Notre équipe de travailleurs psycho-sociaux intervient sur les sites de déplacés, les écoles, les centres de santé et dans les communautés pour leur apporter les soins psychologiques nécessaires au traitement des événements traumatiques qu'ils ont vécu. Avec 4 Responsables de Programme SMPS présents sur la mission, bientôt 5, la RCA est l'un de pays où nous avons le plus de projets SMPS.

Les conditions de vie sur Bangui : A Bangui, le climat est de type équatorial avec une saison humide de mai à octobre et une saison sèche de novembre à avril. Les températures annuelles moyennes vont de 24°C à 27°C, les maximales atteignant 34°C.

Les expatriés logent dans des maisons communes qui sont équipées d'électricité et d'une connexion internet relativement bonne mais pas très stable.

Les chambres disposent de

moustiquaires, de ventilateurs ou de climatisation et certaines disposent de leur propre salle de bain.

La vie n'est pas très chère à Bangui. Le perdiem et les frais de vie donnés sont suffisants pour permettre des sorties régulières même si le choix est réduit. De nombreux restaurants de tous types existent et de nombreux maquis proposent poisson et autres spécialités locales.

Le couvre-feu étant à minuit en semaine et 1 heure le week-end, il est possible de trouver de nombreux endroits agréables où se détendre après le travail et les weekends. Avec de nombreuses ONG présentes en RCA, les soirées inter ONG sont fréquentes. Une infrastructure sportive est accessible avec piscine, tennis, squash et salle de sport.

Nos vidéos :

Le Blog de la mission où vous trouverez des articles sur nos programmes : <http://blog.actioncontrelafaim.org/live-blog/afrique/rca/>

Une immersion au cœur de nos missions : <http://www.bangui-loubliee.com/#accueil>

Profil recherché :

Vous êtes diplômé Bac+5 (Master 2 Sciences politiques, Relations internationales ou secteur technique ACF), et possédez une expérience significative en gestion de programme, développement de projet multisectoriels.

Vous justifiez d'une expérience de Coordinateur terrain et/ou Responsable de Département

Vous disposez de très bonnes capacités d'analyse et de synthèses, une connaissance des stratégies ACF est un atout

Conditions Salariales : Salarié – Rémunération de 1 947 € à 2 497 € bruts mensuels

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville B a n g u i

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Nom de la personne contact

Stéphanie Bouchet

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2545/Un-Adjoint-Directeur-Pays-Programmes-HF/>

Date de fin de validité 30/06/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Etudiant(e) Stagiaire en France**Description**

Sujet Appui à l'organisation et la capitalisation de l'atelier « Agroécologie : méthodes pour évaluer ses conditions de développement et ses effets. Atelier d'échange et construction méthodologique ».

Nombre de stagiaire un(e) étudiant(e)

Durée et dates souhaitées 4 à 6 mois à partir de septembre 2017

Localisation France, Bureau d'AVSF à Lyon ou à Nogent

Responsable du stage (nom, fonctions, structure) Maître de stage :

Bertrand MATHIEU – Chargé de Programme Agricultures paysannes et Agroécologie au siège d'AVSF à Lyon.

Termes de référence du stage

Objectifs du stage Appui à l'organisation et la capitalisation d'un séminaire international (environ 100 participants) sur les méthodes d'évaluation des pratiques agroécologiques en agricultures paysannes

Problématique / contexte

En janvier 2016, AVSF a constitué le GTAE (Groupe de travail sur les Transitions Agro-Écologiques) avec les ONG AGRISUD, CARI et GRET, pour contribuer avec la recherche et sur la base de leurs propres expériences en coopération, à l'élaboration de références concernant les impacts des

systèmes agroécologiques et les conditions de la réussite de transitions agro-écologiques d'agricultures familiales - paysannes.

L'AFD a récemment confié au GTAE l'organisation et l'animation d'un atelier méthodologique sur l'évaluation des performances, des effets et de l'impact des pratiques agroécologiques.

Objectif de l'Atelier :

Echanger et capitaliser sur les multiples critères et les outils de l'évaluation des effets de l'agroécologie en termes de résilience des populations agricoles, de développement économique et social et de durabilité écologique des territoires.

Principes de l'atelier

Un centrage sur les méthodes d'évaluation des résultats et des effets de l'agroécologie, plus que sur les résultats ou effets eux-mêmes.

Les méthodes d'évaluation d'impact développés par le GTAE dans le cadre de travaux de capitalisation d'expériences seront partagées et comparées aux méthodes mises en œuvre par d'autres acteurs pour permettre des échanges d'expériences et enrichissement mutuels.

Organisation : 2 jours pleins en quatre temps (½ journées) :

1. Evaluation des déterminants et des facteurs limitants
2. Evaluation des effets et impacts agro environnementaux

3. Evaluation effets et impacts socio-économiques

4. Conclusions méthodologiques et perspectives de collaborations multiacteurs

Date : 14 et 15 décembre

Produits attendus :

Présentations des intervenants (en amont)

· Actes du Séminaire en 500 exemplaires

Méthode d'évaluation du GTAE consolidée

Résultats attendus

Préparation de l'atelier international:

· Identification et contact des intervenants et des participants.

Appui à l'élaboration du programme détaillé

Préparer la venue des partenaires Sud (contacts, réservation logement, déplacements, visas, billets....)

Coordination et diffusion des documents préparatoires

Préparer les aspects logistiques du forum (réservation de salles, des repas....)

Evaluation et capitalisation de l'événement :

· Coordination de la rédaction et diffusion des actes de l'atelier

· Bilan de l'événement.

Formation et compétences du/de la stagiaire

F o r m a t i o n /

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

spécialisation Etudiant(e) master en développement international, Ecole supérieure de commerce et de développement, ou école d'ingénieur agronome (année de césure)

Langue Bonne pratique de l'anglais et éventuellement de l'espagnol

Expériences et connaissances souhaitées

Expérience souhaitée dans l'organisation d'événements

- Connaissances des thématiques : agricultures familiales du Sud, agroécologie, agriculture des pays en développement.

- Maîtrise des outils informatiques (Excel, Outlook, Internet...).

Aptitudes particulières : Aisance relationnelle, diplomatie et autonomie,

- Sens de l'organisation,

Conditions de stage

Indemnités de stage 554.40€ /mois conformément à la législation française en vigueur.

Prise en charge Participation à 50% des transports en commun (sur justificatif) – possibilité d'attribution de tickets restaurant (avec participation)

Matériel et logistique Apport du stagiaire : ordinateur portable

Conditions de travail et d'encadrement sur place Encadrement assuré par le Chargé de programme Agriculture paysanne et Agroécologie d'AVSF

Les candidat(e)s intéressé(e)s adresseront leur candidature (LM

+ CV) avant le 21 juin 2017 à AVSF – Mail : r.boissenin@avsf.org

Ville Lyon ou Nogent sur Marne

Expériences / Formation du candidat

Sujet Appui à l'organisation et la capitalisation de l'atelier « Agroécologie : méthodes pour évaluer ses conditions de développement et ses effets. Atelier d'échange et construction méthodologique ».

Nombre de stagiaire un(e)

Durée et dates souhaitées 4 à 6 mois à partir de septembre 2017

Localisation France, Bureau d'AVSF à Lyon ou à Nogent

Responsable du stage (nom, fonctions, structure) Maître de stage :

Bertrand MATHIEU – Chargé de Programme Agricultures paysannes et Agroécologie au siège d'AVSF à Lyon.

Termes de référence du stage

Objectifs du stage Appui à l'organisation et la capitalisation d'un séminaire international (environ 100 participants) sur les méthodes d'évaluation des pratiques agroécologiques en agricultures paysannes

Problématique / contexte

En janvier 2016, AVSF a constitué le GTAE (Groupe de travail sur les Transitions Agro-Ecologiques) avec les ONG AGRISUD, CARI et GRET, pour contribuer avec la recherche et sur la base de leurs propres expériences en coopération,

à l'élaboration de références concernant les impacts des systèmes agroécologiques et les conditions de la réussite de transitions agro-écologiques d'agricultures familiales - paysannes.

L'AFD a récemment confié au GTAE l'organisation et l'animation d'un atelier méthodologique sur l'évaluation des performances, des effets et de l'impact des pratiques agroécologiques.

Objectif de l'Atelier :

Echanger et capitaliser sur les multiples critères et les outils de l'évaluation des effets de l'agroécologie en termes de résilience des populations agricoles, de développement économique et social et de durabilité écologique des territoires.

Principes de l'atelier

Un centrage sur les méthodes d'évaluation des résultats et des effets de l'agroécologie, plus que sur les résultats ou effets eux-mêmes.

Les méthodes d'évaluation d'impact développés par le GTAE dans le cadre de travaux de capitalisation d'expériences seront partagés et comparés aux méthodes mises en œuvre par d'autres acteurs pour permettre des échanges d'expériences et enrichissement mutuels.

Organisation : 2 jours pleins en quatre temps (½ journées) :

1. Evaluation des déterminants et des facteurs limitants

2. **Evaluation des**

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

effets et impacts agro environnementaux

3. Evaluation effets et impacts socio-économiques

4. Conclusions méthodologiques et perspectives de collaborations multiacteurs

Date : 14 et 15 décembre

Produits attendus :

Présentations des intervenants (en amont)

Actes du Séminaire en 500 exemplaires

· Méthode d'évaluation du GTAE consolidée

Résultats attendus

Préparation de l'atelier international:

Identification et contact des intervenants et des participants.

Appui à l'élaboration du programme détaillé

Préparer la venue des partenaires Sud (contacts, réservation logement, déplacements, visas, billets....)

Coordination et diffusion des documents préparatoires

Préparer les aspects logistiques du forum (réservation de salles, des repas....)

Evaluation et capitalisation de l'événement :

Coordination de la rédaction et diffusion des actes de l'atelier

Bilan de l'événement.

Formation et compétences

du/de la stagiaire

F o r m a t i o n / spécialisation E t u d i a n t (e) master en développement international, Ecole supérieure de commerce et de développement, ou école d'ingénieur agronome (année de césure)

Langue Bonne pratique de l'anglais et éventuellement de l'espagnol

Expériences et connaissances souhaitées

Expérience souhaitée dans l'organisation d'événements

· Connaissances des thématiques : agricultures familiales du Sud, agroécologie, agriculture des pays en développement.

· Maîtrise des outils informatiques (Excel, Outlook, Internet...).

Aptitudes particulières Aisance relationnelle, diplomatie et autonomie,

Sens de l'organisation,

Conditions de stage

Indemnités de stage 554.40€ /mois conformément à la législation française en vigueur.

Prise en charge

Participation à 50% des transports en commun (sur justificatif) – possibilité d'attribution de tickets restaurant (avec participation)

Matériel et logistique Apport du stagiaire : ordinateur portable

Conditions de travail et d'encadrement sur place

Encadrement assuré par le Chargé de programme Agriculture paysanne et Agroécologie d'AVSF

Les candidat(e)s intéressé(e)s adresseront leur candidature (LM + CV) avant le 21 juin 2017

AVSF Département **Ressources Humaines** – **Mail : r.boissenin@avsf.org**

Langues parlées

Sujet Appui à l'organisation et la capitalisation de l'atelier « Agroécologie : méthodes pour évaluer ses conditions de développement et ses effets. Atelier d'échange et construction méthodologique ».

Nombre de stagiaire un(e) étudiant(e)

Durée et dates souhaitées 4 à 6 mois à partir de septembre 2017

Localisation France, Bureau d'AVSF à Lyon ou à Nogent

Responsable du stage (nom, fonctions, structure) Maître de stage :

Bertrand MATHIEU – Chargé de Programme Agricultures paysannes et Agroécologie au siège d'AVSF à Lyon.

Termes de référence du stage

Objectifs du stage Appui à l'organisation et la capitalisation d'un séminaire international (environ 100 participants) sur les méthodes d'évaluation des pratiques agroécologiques en agricultures paysannes

Problématique / contexte

En janvier 2016, AVSF a constitué le GTAE (Groupe de travail sur les Transitions Agro-Ecologiques) avec les ONG AGRISUD, CARI et GRET, pour contribuer avec

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

la recherche et sur la base de leurs propres expériences en coopération, à l'élaboration de références concernant les impacts des systèmes agroécologiques et les conditions de la réussite de transitions agro-écologiques d'agricultures familiales - paysannes.

L'AFD a récemment confié au GTAE l'organisation et l'animation d'un atelier méthodologique sur l'évaluation des performances, des effets et de l'impact des pratiques agroécologiques.

Objectif de l'Atelier :

Echanger et capitaliser sur les multiples critères et les outils de l'évaluation des effets de l'agroécologie en termes de résilience des populations agricoles, de développement économique et social et de durabilité écologique des territoires.

Principes de l'atelier

Un centrage sur les méthodes d'évaluation des résultats et des effets de l'agroécologie, plus que sur les résultats ou effets eux-mêmes.

Les méthodes d'évaluation d'impact développées par le GTAE dans le cadre de travaux de capitalisation d'expériences seront partagées et comparées aux méthodes mises en œuvre par d'autres acteurs pour permettre des échanges d'expériences et enrichissement mutuels.

Organisation : 2 jours pleins en quatre temps (½ journées) :

1. Evaluation des déterminants et des facteurs limitants

2. Evaluation des effets et impacts agro environnementaux

3. valuation effets et impacts socio-économiques

4. Conclusions méthodologiques et perspectives de collaborations multiacteurs

Date : 14 et 15 décembre

Produits attendus :

Présentations des intervenants (en amont)

- Actes du Séminaire en 500 exemplaires

- Méthode d'évaluation du GTAE consolidée

Résultats attendus

Préparation de l'atelier international:

- Identification et contact des intervenants et des participants.

- Appui à l'élaboration du programme détaillé

- Préparer la venue des partenaires Sud (contacts, réservation logement, déplacements, visas, billets....)

- Coordination et diffusion des documents préparatoires

- Préparer les aspects logistiques du forum (réservation de salles, des repas....)

- Evaluation et capitalisation de l'événement :

- Coordination de la rédaction et diffusion des actes de l'atelier

- Bilan de l'événement.

Formation et compétences du/de la stagiaire

F o r m a t i o n / spécialisation Etudiant(e) master en développement international, Ecole supérieure de commerce et de développement, ou école d'ingénieur agronome (année de césure)

Langue Bonne pratique de l'anglais et éventuellement de l'espagnol

Expériences et connaissances souhaitées

- Expérience souhaitée dans l'organisation d'évènements

- Connaissances des thématiques : agricultures familiales du Sud, agroécologie, agriculture des pays en développement.

- Maîtrise des outils informatiques (Excel, Outlook, Internet...).

Aptitudes particulières

- Aisance relationnelle, diplomatie et autonomie,

Sens de l'organisation,

Conditions de stage

Indemnités de stage 554.40€ /mois conformément à la législation française en vigueur.

Prise en charge

Participation à 50% des transports en commun (sur justificatif) – possibilité d'attribution de tickets restaurant (avec participation)

Matériel et logistique Apport du stagiaire : ordinateur portable

Conditions de travail et d'encadrement sur place

Encadrement assuré par le Chargé de programme Agriculture paysanne et Agroécologie d'AVSF

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

<p>Les candidat(e)s intéressé(e) s'adresseront leur candidature (LM + CV) avant le 21 juin 2017</p> <p>AVSF Département Ressources Humaines – Mail : r.boissenin@avsf.org</p> <p>Qualité du candidat</p> <p>Aisance relationnelle, diplomatie et autonomie</p> <p>Sens de l'organisation</p> <p>Fonctions Technicienspécialiste</p> <p>Activités Agriculture, Environnement</p>	<p>Pays Europe, France</p> <p>Contrat S t a g e</p> <p>Durée du contrat</p> <p>6 mois à compter de septembre 2017.</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>554.40€/mois selon la législation française en vigueur.</p> <p>Participation à 50% des transports en commun (sur justificatif) – possibilité d'attribution de tickets restaurant (avec participation);</p> <p>Documents à envoyer</p>	<p>Les candidat(e)s intéressé(e)s adresseront leur candidature (LM + CV) avant le 21 juin 2017 à AVSF – Mail : r.boissenin@avsf.org</p> <p>Nom de la personne contact</p> <p>René BOISSEININ</p> <p>Email de la personne contact r.boissenin@avsf.org</p> <p>Postuler en ligne https://www.avsf.org/fr/travailler_avec_nous</p> <p>Date de fin de validité 21/06/2017</p>
--	---	--



Avis de recrutement

Poste: ECD (Institut Européen de Coopération et de Développement)

H/F Professeur de français – CERES – Madagascar

Description

h/f Professeur de français
Programme CERES
Fianarantsoa, MADAGASCAR

CONTEXTE

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créée en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et du renforcement de structures éducatives, sanitaires et sociales. Il est actif à Madagascar

depuis plus de 20 ans.

LE PROGRAMME CERES
A FIANARANTSOA

L'association malgache PROMES (Promotion économique et sociale) développe depuis 2006 à Fianarantsoa le programme CERES (CEntres de Renforcement Educatif et Scolaire) avec l'assistance technique de l'IECD et en partenariat avec la Direction Régionale de l'Education Nationale et la Direction de l'Enseignement Catholique.

Six CERES sont implantés auprès de 12 collèges (privés ou publics) ruraux pour lutter contre la déscolarisation massive qui y est constatée (seulement 1 élève de 6° sur 100 atteint le bac). Parmi ces collèges, plus d'une centaine de professeurs volontaires bénéficient de sessions de formation et les 4 500 élèves concernés ont accès à une cantine scolaire en période

de soudure. Au sein des collèges partenaires de chaque village de brousse, les 80 élèves au meilleur potentiel (40 garçons, 40 filles) bénéficient, en plus, du renforcement éducatif et scolaire ; parmi eux les 60 élèves qui habitent le plus loin sont accueillis en internat. Ces élèves sont ensuite accompagnés jusqu'au bac, en bénéficiant en plus d'une année de remise à niveau intensive (« année préparatoire » ou « AP ») à Fianarantsoa avant la seconde pour garantir le succès de la scolarité dans l'un des 6 meilleurs lycées de Fianarantsoa. Une attention particulière est portée sur la maîtrise de la langue française, stratégique en tant que langue de scolarisation à Madagascar pour la poursuite des études en lycée et dans le supérieur (découvrez la vidéo du programme).

Actuellement, près de 900 élèves sont bénéficiaires directs, et

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

près de 1200 sont prévus en 2017 lorsque les premières promotions à effectifs pleins auront atteint la terminale. Par ailleurs, 4 500 collégiens bénéficient de professeurs formés et de cantines scolaires.

L'équipe du CERES est composée de près de 150 salariés de PROMES assistés de 3 expatriés de l'IECD : 40 éducateurs, 20 enseignants, 14 cadres, complétés par les fonctions supports.

MISSION

Sous la supervision du Responsable de Programme (CERES) et du Responsable de l'Année Préparatoire, le/la professeur de français élabore des séquences et des situations d'enseignement d'apprentissage. Il/elle est responsable de l'évaluation des apprenants, dont il/elle assure un suivi régulier dans le cadre des réunions de positionnement, des entretiens de tutorat et des conseils de classe.

1/ Planifier les situations d'enseignement-apprentissage

Identifier les compétences et les ressources à développer dans le curriculum

Rédiger les plans de formation des Unités d'Enseignement

Préparer les séances de CM

Préparer les séances de TD

Elaborer des scénarios pédagogiques

2/ Elaborer des ressources pédagogiques

Identifier des ressources

Adapter les ressources identifiées

Créer de nouvelles ressources adaptées

Développer des ressources numériques (cours Opale, vidéos pédagogiques)

3/ Animer les situations d'enseignement-apprentissage

Prendre en main la classe (élèves et matériels) : 20h/semaine (deux classes de 20 élèves)

Exposer les savoirs abordés

Mettre en activité les élèves en cours

Organiser des sorties pédagogiques

Mettre les élèves en situations complexes et autonomisantes (Défis, travaux de recherche, sorties)

Animer les espaces collaboratifs de la plateforme

4/ Evaluer les compétences et les ressources

Evaluer les prérequis

Préparer les activités de contrôle continu

Préparer l'examen semestriel

Corriger les copies

Positionner les élèves

Animer des remédiations

Participer aux réunions de pôles (partie positionnement)

Rédiger un rapport pour le jury

5/ Assurer le suivi individuel des élèves

6/ Améliorer sa pratique

Participer aux réunions des pôles (partie échanges de pratiques)

Faire le travail demandé entre les pôles

Observer d'autres pratiques pédagogiques

Utiliser les ressources d'auto-formation

Participer aux formations internes du CERES

PROFIL

Formation : Au minimum le diplôme d'aptitude à l'enseignement du français langue étrangère (DAEFLE)

Expérience : Professeur de français langue étrangère ayant une expérience terrain.

Une expérience professionnelle à Madagascar/dans un pays en voie de développement est un plus.

Compétences recherchées:

Planifier les apprentissages

Produire et utiliser des outils pédagogiques variés

Mettre en œuvre des situations d'enseignement-apprentissage

Concevoir et mener des dispositifs d'évaluation des apprentissages et de remédiation des lacunes

Positionner et accompagner les apprentissages des étudiants dans l'élaboration de leur projet personnel et professionnel

Appliquer des connaissances sur les politiques du secteur éducation-formation, en psychologie de l'enfant

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

et de l'adolescent et en ingénierie du développement des compétences

Communiquer en français dans les différentes situations professionnelles, en s'adaptant à son interlocuteur et au contexte

Développer une approche réflexive de sa pratique professionnelle

Qualités attendues :

Excellentes relations interpersonnelles en particulier en milieu culturel différent

Volonté d'apprendre au contact d'une pédagogie innovante

Intelligence des relations humaines, grande capacité d'écoute

Capacité à travailler en équipe

Solides qualités morales : diplomatie, patience, rigueur et exemplarité.

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la

personne, un engagement professionnel, l'esprit de service

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat local ou de droit français (Volontariat de Solidarité Internationale)

Formation au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité du : responsable du programme CERES à Fianarantsoa

Dates du poste : dès que possible, pour deux ans minimum

Localisation : Fianarantsoa, Madagascar

Package global :

Indemnité mensuelle

1 billet A/R vers Madagascar par année de mission

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite de base

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada - CERES FLE »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Fianarantsoa

Fonctions Animation, Formation, Autre, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre

Pays Afrique, Madagascar

Contrat CDD, Inconnu, Volontariat / service civique

Email de la personne contact recrutement@iecd.org

Date de fin de validité 30/06/2017

Brève

Burkina # Angola : Paulo Duarte donne les clés du match

Les Etalons affrontent, le 10 juin 2017 au Stade du 4 Aout sous le coup de 18h, les Palancas Negras d'Angola lors de la première Journée des éliminatoires de la CAN Cameroun 2019. A 48 heures de ce match capital, le



sélectionneur, Paulo Duarte était face à la presse. Il a évoqué la forme et la préparation des joueurs, les clés du match, le sort des binationaux qui ont rejoint récemment les Etalons.

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03/05/2017 AU 10/06/2017 Groupe I

1	Avenir	25 36 13 38	15	Katra	25 37 20 13	29	Rivage	25 34 19 39
2	Baowendson	25 41 44 99	16	Kabore Dominique	25 38 48 84	30	Saint Bernard	25 45 14 82
3	Beatitudes	25 37 47 11	17	Keneya	25 30 71 38	31	Saint Jean	25 37 00 33
4	Benaia	25 37 28 30	18	Kossodo	25 35 63 04	32	Siloé	25 40 27 46
5	Camille	25 36 61 27	19	Lanibougna	70 98 14 80	33	Song Taaba	25 36 64 62
6	Carrefour	25 33 23 10	20	Liberté	25 41 01 31	34	St François d'Assise	25 36 85 85
7	Centre	25 31 16 60	21	Magnificat	25 41 29 90	35	Tale	71 62 08 08
8	Desa	25 47 50 50	22	Maré	25 34 11 28	36	Trypano	25 33 29 41
9	Des Apôtres	51 44 58 58	23	Miniché	72 25 76 76	37	Wend La Laafi	25 43 12 13
10	Elite	25 41 91 77	24	Monderou	25 34 05 28	38	Wend lamita	25 34 15 87
11	Goulmou	25 43 63 05	25	Nouvelle	25 30 61 33	39	Yathrib	25 40 23 88
12	Hope	71 14 22 22	26	Panacea	25 36 66 88			
13	Indépendance	25 31 27 17	27	Pelega	25 35 05 01			
14	Jober	25 45 51 75	28	Rayib-Tiga	25 40 75 88			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO